

Vers une société du mérite ?

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

25 janvier 2019

Le gouvernement a desserré les cordons de la bourse. Dix milliards d'euros environ. Le président de la République a lancé un grand débat national. Il a cette fois caressé les maires dans le sens du poil et débattu avec eux pendant de longues heures. Il fallait reprendre la main. Il a fait preuve d'un talent certain. Sa cote de popularité a légèrement frémi à la hausse. En dépit de tout cela, les samedis se suivent et se ressemblent. Depuis le 17 novembre 2018, chaque samedi, les Gilets-jaunes battent le pavé dans toute France. Le mouvement a beau être disparate, multiple, protéiforme, inorganisé, souvent contradictoire, jusqu'ici, il tient. L'explosion aurait pu se produire bien avant ou même après. Si le motif tiré de l'augmentation du prix du diesel a servi de détonateur, il n'est pourtant pas la cause profonde de cette révolte. Le mouvement des Gilets-jaunes perdure parce qu'il est actionné par un puissant moteur qui en même temps lui tient lieu de dénominateur commun. Ce moteur c'est le refus de l'inégalité sociale. Beaucoup de Français ne comprennent pas que leur salaire ne leur permet pas de vivre décemment. Ils trouvent cette situation dégradante.

Jusqu'ici Emmanuel Macron a fait la sourde oreille à cette revendication égalitaire. Selon lui, la seule inégalité injustifiée est celle dont jouissent les héritiers. Afin de l'estomper, il entend investir sur l'école et sur la formation. Que faire alors de tous ceux qui malgré tout n'y arrivent pas ? Faudra-t-il les considérer comme des inadaptés à la société et les traiter comme tels ? Sous une variante différente on peut considérer que c'est un retour de la stigmatisation de l'assistanat, chère à la droite. Mais on peut y voir aussi la volonté de faire éclore une société où le mérite occuperait le premier rang. Celle-ci ne peut être effective que si l'école redevient le sanctuaire respecté du savoir, et le puissant outil de promotion qu'elle a été. Cette perspective devrait nous combler d'aise. C'est grâce à l'école de la République, que médecins, avocats, hauts fonctionnaires, poètes, écrivains, entrepreneurs guadeloupéens du

vingtième siècle ont accédé à une vie meilleure. Les tout premiers s'étaient arrachés à des conditions particulièrement misérables. Mais peut-on réécrire l'histoire ?